

LA SOCIÉTÉ  
«L'ALLIANCE DES PEUPLES DES BALKANS»  
EN SERBIE EN 1890-1891

CONTRIBUTION À L'HISTOIRE DES ALLIANCES BALKANIQUES

C'est en 1890-1891 que l'on tenta de fonder en Serbie la société «L'Alliance des peuples des Balkans». Cette tentative est en relation directe avec les activités d'une société analogue qui, sous le nom de «Confédération Orientale», agissait en Grèce. De telles manifestations et d'autres semblables à celles-ci, peuvent servir d'illustration aux rapports complexes entre les peuples des Balkans au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, quand le problème de l'alliance balkanique était exposé à toute une suite d'influences et de facteurs, qui agissent tantôt de manière attractive, tantôt avec répulsion. Pour pouvoir complètement saisir le processus de développement des rapports mutuels des pays des Balkans, il est nécessaire de se rendre compte des éléments qui les influencent. Conçus pour une période étendue de temps et d'espace, ils peuvent nous expliquer les traits fondamentaux du développement des conditions politiques sur les Balkans, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle et particulièrement l'événement qui est l'objet de ce traité.

I

C'est sous la puissante influence de forces tant intérieures qu'extérieures, que s'est développée dans l'histoire moderne la péninsule balkanique, grâce à sa situation géographique et politique. Au point de vue géographique, elle était une sorte de lien entre les régions centrales européennes et la région méditerranéenne — l'Europe et l'Asie Mineure; au point de vue politique elle était sous la domination austro-hongroise et turque. C'est sur son territoire que s'entrecroisaient et se rompaient les intérêts des autres grandes puissances, en premier lieu ceux de la Russie, dans le grand différend diplomatique et politique qui reçut dans l'histoire le nom de Question d'Orient. Par ailleurs, l'évolution naturelle des peuples balkaniques a provoquée au XIX<sup>e</sup> siècle d'impétueux processus nationaux révolutionnaires, qui donnèrent naissance à la formation de nouveaux Etats balkaniques, imprégnés de nationalisme, de libération de l'esclavage, de la con-

quête de l'indépendance et de l'union nationale. La présence et le développement parallèle de ces deux phénomènes historiques sur la péninsule balkanique — phénomènes intérieurs et extérieurs — tandis qu'ils se pénétraient, ont donné naissance aux intérêts contradictoires des grandes puissances et des petits Etats balkaniques. C'était un conflit entre les forces extérieures statiques, tendant vers le maintien du status quo dans les Balkans et exerçant une puissante influence sur le développement des conditions locales — et les forces balkaniques intérieures dynamiques qui, renversant l'état ancien, édifient le nouvel état, en se heurtant entre elles. C'est en ces forces intérieures que réside l'essence du développement historique des Balkans au cours du XIX siècle, jusqu'à la guerre balkanique de 1912.

A l'occasion de la formation de ces nouveaux rapports balkaniques au cours du XIX siècle, de nouvelles influences apparaissent, influences qui agissent fortement sur la direction du développement et sur les rapports mutuels des nouveaux Etats des Balkans. Parmi eux se distingue le processus de leur développement et de leur consolidation; les rapports contradictoires et enchevêtrés de leurs intérêts; les résultats de la politique des grandes puissances intéressées aux Balkans et la maturation sociale et nationale des peuples dans les régions non libérées de la Turquie d'Europe.

1. La Serbie et la Grèce ont, par leurs grandes insurrections nationales au début du XIX siècle, posé les bases de leur indépendance. Outre le Monténégro, qui avait réussi à garder son indépendance, la Bulgarie se rallia à elles en 1878, comme quatrième Etat des Balkans. La création de nouveaux Etats imposa leur organisation intérieure, processus qui se poursuivra tout au long du XIX siècle. De pachaliks turcs, elles s'acheminent vers l'édification d'Etats modernes, érigeant sur les ruines de la féodalité turque la libre propriété paysanne, fondant un appareil étatique, édifiant une société moderne nouvelle, basée sur le capitalisme, qui pénètre en Serbie par le Danube, en Grèce par les mers Méditerranée et Egée et en Bulgarie par la Mer Noire. C'est une époque de formation de la bourgeoisie, de fondation de nouvelles villes, de commerce, de communications et du commencement de l'industrie. Les problèmes de l'organisation intérieure et la faiblesse générale de tous les Etats balkaniques à cette époque, ont provoqué un écart entre leurs aspirations nationales et leur aptitude de réalisation de ces mêmes aspirations. D'autre part, leur consolidation progressive, la résolution de leurs problèmes fondamentaux politiques et sociaux, ont donné lieu à l'accroissement et à l'élargissement de leurs programmes nationaux et de leurs ambitions. Les deux processus agissent en

guise de frein au rapprochement général des Etats balkaniques : le premier, par son manque de force à réaliser les buts communs; le second, à cause de l'évolution progressive et la différenciation de ces mêmes buts. Leur développement peut être suivi aisément dans l'histoire des Balkans du XIX siècle.

Le principe de solidarité est nettement mis en évidence à la première phase de la lutte pour la libération nationale. Beaucoup de Grecs, de Konstantin Ypsilanti, Jean Capodistrie, Alexandre Ypsilanti, jusqu'à Nico-tzaras, Georges Olympios et d'autres, ont donné de précieux apports à la lutte du peuple serbe pour sa libération. Il en est de même de la lutte de Heteria en Grèce, qui avait des adhérents en Serbie, parmi lesquels il faut compter Karageorge. C'est pourquoi déjà vers 1821 nous sommes en présence des premiers essais de la conclusion d'une alliance gréco-serbe. La nécessité d'une collaboration balkanique active a trouvé son expression aux années soixante du XIX siècle, quand les mouvements de libération nationale sur les Balkans sont puissamment encouragés par l'unification italienne. Les points de vue de Garašanin et de Kumunduros, ainsi que ceux de toute une suite d'hommes d'Etat de Grèce et de Serbie convenaient bien à l'esprit de ce temps : la Serbie et la Grèce ne peuvent s'en remettre aux grandes puissances en ce qui concerne la réalisation du problème balkanique, car c'est un problème qui leur est propre. Le résultat de ces points de vue fut l'alliance conclue entre la Serbie et la Grèce en 1868, ainsi que les accords de la Serbie avec le Comité Bulgare et la Roumanie. Cependant les forces réelles nécessaires à l'exécution efficace de ces points de vue, n'étaient point en rapports avec eux. Ni la Serbie, ni la Grèce, d'après leur développement social et étatique, n'étaient pas capables de résoudre la Crise d'orient. La Serbie ne faisait que commencer à organiser son armée, qui d'ailleurs ressemblait plutôt à une milice, tandis que la valeur au total de son commerce extérieur dépassait à peine 60 millions de dinars.<sup>1</sup> Elle n'était pas encore en état de faire la guerre contre la Turquie; la preuve en est le conflit de 1876. La situation de la Grèce était analogue à celle de la Serbie; sa marine en 1862 ne disposait que de 28 navires, tandis que le port du Pirée n'avait un chiffre d'affaire annuel que de 32 millions de drachmes<sup>2</sup>. Les deux pays n'avaient pas encore de réseau ferroviaire. C'est la raison pour laquelle toutes ces alliances balkaniques au début de la seconde moitié du XIX siècle avaient, il est vrai,

---

1. *Vučo Nikola*, *Privredna istorija Srbije*, Beograd 1955 [Histoire de l'économie serbe], p. 224.

2. *John Mavrocordato*, *Modern Greece*, London 1931, p. 81.

posé une base à l'amitié et à la collaboration traditionnelles, montrant par là qu'il était indispensable de résoudre les problèmes balkaniques solidai-  
rement, mais ne pouvaient donner immédiatement des résultats réels et  
concrets.

Toutefois, le développement des forces intérieures, bien que condi-  
tion préalable indispensable pour la libération des Balkans, ne faisait qu'  
affaiblir le sentiment de solidarité. De plus en plus forts, les Etats bal-  
kaniques s'éloignent mutuellement. Les difficultés de délimitation ethnique  
dans une région exposée à des mouvements séculaires, à des immixtions, à  
des migrations, les traditions des Etats médiévaux avivées par un jeune  
nationalisme à son apogée, l'exclusivité nationale — tout cela éloignait les  
Etats balkaniques entre eux, vers la fin du XIX siècle. La nécessité d'une  
action commune existe toujours, mais elle ne peut prendre une forme po-  
litique réelle.<sup>3</sup> C'est ainsi que dans son traité «Serbes et Bulgares» en 1898,  
le créateur de la future alliance de 1912, Milovan Milovanović, écrivait  
que «les peuples des Balkans, s'ils veulent vivre une vie indépendante dans  
leurs Etats populaires, doivent se pénétrer de l'idée que l'avenir de chacun  
d'eux est lié directement à l'avenir de tous les autres» et que «l'on ne  
peut imaginer aucun des pays balkaniques indépendant, heureux, avancé,  
ni la Serbie, ni la Roumanie, ni la Bulgarie, ni la Grèce, à lui seul, si les  
autres à côté de lui sont sous un joug étranger»<sup>3</sup>. Mais, les tentatives répé-  
tées serbo-grecques et gréco-bulgares faites à plusieurs reprises à la fin  
du XIX siècle en 1890 - 1893, 1896 et 1899, n'ont pas porté de fruits, se  
heurtant au partage des sphères politiques et matérielles en Macédoine.  
Une telle politique a, sans doute, fait du tort à tous les pays des Balkans :  
la Serbie n'avait pas réalisé ses aspirations lors de la crise d'Orient en 1876  
et avait mené une guerre tragique contre la Bulgarie en 1885, tandis que  
la Grèce avait lutté contre la Turquie en 1897 sans succès.

2. La complexité et les différences des intérêts des Etats Balkani-  
ques provenaient pour une grande part des conditions objectives de leur  
situation géo-politique. Se trouvant au sud de la péninsule, la Grèce em-  
brassait une partie des Balkans et une partie de la région méditerranéenne.  
C'est pourquoi ses intérêts nationaux s'étendent entre l'arrière balkanique  
et l'archipel de l'Egée et la région de l'Asie mineure. Ces intérêts en con-  
tradiction géographique, le sont encore plus au point de vue des conditions  
politiques de ces régions. Du côté des Balkans la Grèce est en relation avec

---

3. *Dr. Milovan Milovanović, Srbi i Bugari [Serbes et Bulgares], Delo 1898,*  
vol. 17, p. 268 - 308.

les pays slaves et la rivalité austro-russe; dans la région méditerranéenne, qui avait pris une importance mondiale et historique après le percement du canal du Suez, elle est attirée de force dans les rapports extrêmement complexes des grandes puissances méditerranéennes, qui luttent pour la domination et de futures conquêtes coloniales. C'est pourquoi la politique grecque, dans l'impossibilité de lutter sur deux fronts à la fois, se consacre d'abord à la question de la Crète, pour ne se tourner vers les Balkans que vers la fin du XIX siècle.

De l'autre côté de la péninsule balkanique, la Serbie se trouve sur le passage des Balkans à l'Europe Centrale. La politique extérieure de la Serbie, dès sa naissance, hésite entre les questions de l'Europe centrale et celles des Balkans. La naissance et le développement de l'idée yougoslave a mis la Serbie en contact direct, mais aussi l'a fait entrer en conflit avec l'Autriche-Hongrie, l'attirant vers l'Europe Centrale; la pression venant du nord, ainsi que les problèmes des régions encore non libérées du sud, l'entraînent dans des rapports pûrement balkaniques. Trop faible pour agir des deux côtés, la Serbie avait dirigé principalement ses efforts jusqu'aux années quatre-vingts du XIX siècle, vers les territoires yougoslaves sous la domination des Habsbourgs, surtout vers la Bosnie et l'Herzégovine. Ce n'est qu'après avoir été repoussée des ces régions par la force d'une grande puissance, qu'elle se tourne vers le sud et la Macédoine.

La Bulgarie est le pays qui a eu le moins de dilemmes dans sa politique balkanique. Du point de vue géographique, ainsi que politiquement, elle est un pays exclusivement balkanique, étant donné que la région de la Mer Noire n'avait qu'une importance limitée. Cela a permis à la Bulgarie de développer immédiatement une action directe sur le terrain balkanique.

Ayant interdit le passage venant du nord, par les vallées de la Morava et du Vardar, la Serbie s'était exposée à la pression des puissances européennes qui de l'intérieur du Continent poussaient vers la mer. La Grèce d'autre part, détenant l'accès des Balkans au sud, s'étendant par les îles de Chypre et de Crète jusqu'au coeur de la Méditerranée orientale, s'était trouvée dans le labyrinthe des intérêts des puissances maritimes qui désiraient l'accès à l'intérieur du Continent. La Bulgarie, se trouvant bien avant dans les Balkans, n'avait pas éprouvé d'une façon aussi aigüe tous ces conflits; c'est pourquoi il lui était possible d'attaquer, et non seulement de se défendre. C'est elle donc, qui la première débuta par une action de pénétration en Macédoine.

3. Ayant une telle situation géo-politique les Etats des Balkans se trouvent en présence d'un troisième phénomène qui exerce une influence

sur leur politique mutuelle — les rapports des intérêts des grandes puissances européennes. Possédant des territoires yougoslaves et hongrois, ayant en outre un débouché sur le moyen Danube dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, l'empire des Habsbourgs avait été vivement attiré par les Balkans. La Russie, dans son désir d'accéder à une mer chaude, demandait passage à travers la péninsule balkanique. Cette région est donc le théâtre de l'entrecroisement des intérêts impérialistes de ces deux grandes puissances. Dans sa lutte pour Salonique et Constantinople, le conflit austro-russe traversa trois phases : le partage des Balkans, d'après le critère géographique est-ouest ; répartition basée sur la définition des sphères d'influence et enfin la suprématie s'appuyant sur les forces balkaniques. La première phase a son origine au XVIII<sup>e</sup> siècle, époque à laquelle les Balkans ne disposent pas de forces locales organisées. L'apparition d'Etats balkaniques indépendants au XIX<sup>e</sup> siècle, indiquait la naissance d'un nouveau facteur et la politique austro-russe tenta de répartir les sphères d'influence. Ces points de vue eurent leur point culminant au Reichstadt et à San Stefano. Les forces balkaniques encore impuissantes à tracer elles mêmes la carte géographique des Balkans, c'est la Russie qui crée d'une façon artificielle une Grande Bulgarie, en faisant d'elle son satellite. Le Congrès de Berlin a fixé le principe de l'équilibre intérieur des Balkans, par lequel la voie à suivre dans son développement serait l'accroissement parallèle de ses Etats. A partir de ce même Congrès les rapports austro-russes entrent dans leur troisième phase : les Etats balkaniques se raffermissant constamment, l'Autriche-Hongrie passe à une agression territoriale directe, tandis que la Russie essaie de faire des Etats balkaniques un rempart contre l'Europe Centrale — rempart qui sera sous son influence. Une telle politique amènera la Russie, à la longue, à patronner l'Alliance balkanique de 1912.

Tandis que la Russie trouve son avantage dans la formation des Etats balkaniques, pour l'Autriche elle marque le début d'un processus qui limite de plus en plus son action. C'est la raison pour laquelle elle développe une ligne de conduite dans sa politique balkanique toute contraire à celle de la Russie : elle gêne le développement des Etats voisins balkaniques, déclare le principe de l'intégrité de la Turquie et enfin passe à une agression territoriale. Elle bouleverse de cette manière la voie d'émancipation naturelle que prennent, dans leur développement, les peuples des Balkans après la paix de Jedrene en 1829 et le Congrès de Paris en 1856. Une telle politique se basait sur des prémices erronées, prétendant la Turquie indivisible, qui au contraire, se désagrégait de jour en jour et des Etats des Balkans faibles qui, eux, se développaient de jour en jour. C'est au fond un conflit entre le principe de légitimité et celui de nationalité.

Le principe de légitimité est un moyen par lequel on a empêché l'éclatement de la grande crise de l'Orient. Ce moyen a été employé au XIX siècle par les puissances qui avaient terminé leurs conquêtes coloniales en Méditerranée, l'Angleterre par exemple. Les pays qui, au contraire, portaient en conquête, ou étaient en train de l'effectuer, comme l'Italie et la France, s'y opposaient.

4. Les rapports réciproques des Etats des Balkans étaient grandement influencés par le développement général des conditions dans la Turquie d'Europe. Le système féodal turc, exposé de plus en plus aux coups des forces nouvelles — sociales et économiques, exprimées dans la pénétration du capitalisme; politiques, par la formation de l'idée de nationalité — entra dans une crise grave au cours du XIX siècle. La création des Etats balkaniques n'était que le début d'un processus qui menait à la liquidation complète du règne turc sur de vastes régions des Balkans, elles-mêmes subissant d'une part l'influence de facteurs extérieurs, provenant des Etats voisins balkaniques et d'autre part de facteurs intérieurs, jaillis du développement des forces de ces régions mêmes. Les Etats des Balkans exercent une pression interne désirant résoudre la question de l'héritage de la Turquie d'Europe en accord avec leurs intérêts économiques, stratégiques, nationaux et politiques. C'est pourquoi vers la fin du XIX siècle le conflit des Etats balkaniques dans la région macédonienne devient de plus en plus aigu, qui, débutant sur le terrain de l'enseignement et la religion, aboutit au XX siècle à une rencontre armée. D'autre part, éprouvant l'influence du processus général d'émancipation des peuples balkaniques, les puissances intérieures s'affermissent. Ses forces intérieures s'entrecroisent avec l'influence des Etats balkaniques, créant de cette manière de la région macédonienne un lieu où s'enchevêtrent influences et différends qui, d'un côté, rendent difficile le rapprochement des Etats des Balkans en général et de l'autre, rongent la trame de la Turquie d'Europe, formant un terrain propice aux insurrections qui vont menacer au XXe siècle le règne turc et ouvrir la voie à la guerre balkanique de 1912.

## II

Vers la fin du XIX siècle les rapports balkaniques mutuels évoluaient dans les limites qui resteraient en substance les mêmes jusqu'aux guerres balkaniques de 1912/13. La Serbie était restée mécontente après la grande crise orientale de 1877. L'occupation autrichienne de la Bosnie et Herzégovine et le soutien accentué que la Russie offrait à la Bulgarie, provo-

quèrent un changement dans le cours de sa politique extérieure, envers la Double Monarchie, ce qui se termina par la conclusion de la Convention secrète et d'un Traité de commerce très avantageux, en 1881. Une telle politique fit très vite faillite pour deux raisons: en premier lieu, parce que l'Autriche ne pouvait, pour des raisons personnelles, donner carte blanche à la Serbie quant à la Macédoine et, en second lieu, parce que la bourgeoisie serbe, devenue forte et réclamant l'indépendance politique et économique, entra en conflit avec la politique austrophile de la cour, politique qui entravait le développement économique de la Serbie. La période de la suprématie de l'influence politique autrichienne en Serbie est à peu près terminée en 1889 lors de l'abdication du roi Milan et la venue à la tête du pays du parti radical russophile.

La venue du parti radical au gouvernement avait changé non seulement la politique extérieure, mais elle affermit la politique de l'accord des Balkans. Dans le programme du parti on s'employait à: «l'accord avec tous les peuples voisins et le dévouement à l'alliance de tous les peuples des Balkans»<sup>4</sup>. Après l'étouffement de la révolte contre le règne du roi Milan en 1883 nommée «la révolte de Timok», en Serbie orientale, quand les chefs du parti radical furent emprisonnés et condamnés, le chef du parti N. Pašić, alors en émigration à Roustchouk, pensait à la conclusion d'une alliance balkanique s'appuyant sur la France. Il écrivait alors: «que les intérêts des peuples des Balkans auraient été sûrement préservés si on créait dans tous les pays balkaniques des partis qui tendraient vers leur fédération». Ils mèneraient une politique indépendante de celle de l'Autriche et de la Russie. Pašić prévoyait trois variantes du développement des rapports politiques sur les Balkans: 1) dans le sens d'une libre confédération démocratique de tous les peuples des Balkans, indépendamment de l'Autriche et de la Russie; 2) dans le sens d'une fédération des peuples slaves sous l'égide de la Russie, et 3) dans le sens d'une Autriche-Hongrie fédérative qui s'étendrait sur les Balkans<sup>5</sup>. Pašić se prononçait pour la première variante, craignant la combinaison avec l'Au-

4. Le parti national radical, Programme et Statut, Beograd 1881, Chapitre VII, «Politique extérieure», page 9 - 10. L'idée d'une collaboration mutuelle entre les Etats balkaniques se trouvait dans le programme du parti conservatif, appelé parti «progressif», dont le règne se termine en Serbie en 1889, par l'abdication du roi Milan. Son programme met en relief le principe «L'Orient aux peuples de l'Orient» — Statut du parti progressif — Beograd 1894, article 3.

5. Archives de l'Académie Serbe des Sciences (dans les notes suivantes AASS), No 7885/17, Papier de N. Pašić, Lettre de Pašić à Svilokosić, Rouchtchouk (sans date).



triche-Hongrie qui mettrait un terme à l'indépendance de la Serbie<sup>6</sup>.

L'idée de rapprochement entre les peuples des Balkans, surtout entre la Serbie et la Grèce, s'affermir vers les années quatre-vingts-dix du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est le résultat de la guerre tragique entre la Serbie et la Bulgarie en 1885 et des activités serbes et grecques en Macédoine. En 1886 furent ouverts des consulats serbes à Skoplje et à Salonique, tandis qu'à Belgrade l'on créait la société «Saint Sava», à l'image des sociétés grecques et bulgares ayant pour but la diffusion de la propagande en Macédoine. L'année prochaine, en 1887, on organise au Ministère des affaires étrangères le département appelé «Secret-instruction» pour les écoles et les églises en dehors de la Serbie. Ces activités ont abouti à l'aggravation des rapports serbo-bulgares et au conflit avec l'exarchie bulgare. Pašić a tenta en automne 1889 de conclure un accord, mais Stambulov, premier ministre à Sofia, l'en empêcha.<sup>7</sup> De là les tendances prononcées du gouvernement serbe vers la Patriarchie de Constantinople et la Grèce, pour trouver un appui pour ses activités en Macédoine.

Après la fin de la grande Crise orientale en 1878 on était bien disposé en Grèce en faveur d'un accord avec la Serbie. Ecrivain à l'homme d'État serbe Ristić, en 1879, L. Voulgaris se plaignait de ce que l'Angleterre avait empêché l'intervention de la Grèce dans la guerre serbo-turque, soulignant que le moment de conclure une alliance gréco-serbe était de plus en plus proche<sup>8</sup>. L'infiltration austro-hongroise dans les Balkans et l'occupation de la Bosnie et Herzégovine était un sérieux avertissement au point de vue des projets de la Double Monarchie quant à la Macédoine. Belgrade était renseigné sur les dispositions de la Grèce envers la

---

6. Les idées de Pašić sur la confédération balkanique sont très proches de celles de la société «la Confédération Orientale», que l'on fonde justement à cette époque (1884). Nous ne savons pas si Pašić les connaissait, mais nous savons que la Société les avait divulguées en Roumanie où Pašić avait séjourné.

7. *Slobodan Jovanović*, *Le Règne d'Alexandre Obrenović*, Beograd 1934, I, page 143; *Kratschounov K.*, *La politique extérieure de la Bulgarie 1880 - 1920*, Sofia 1932, 25 - 6.

8. Archives de l'Institut d'histoire de l'Académie serbe des sciences (dans les notes suivantes AII ASS). On trouve dans les papiers de Ristić bon nombre de lettres de Voulgaris (12) pour la période qui s'étend de 1876 - 79. Voulgaris était l'hôte de Garašanin pendant le séjour de celui-ci à Athènes en vue des pourparlers de 1876, il était le lien entre le gouvernement serbe et les hommes d'États grecs, s'employant à faire entrer la Grèce en guerre en 1876 - 7.

Serbie par le théologien (plus tard évêque de Skoplje), Firmilian qui, ancien étudiant athénien, connaissaient bien la situation en Grèce<sup>9</sup>.

En accord avec les dispositions des deux côtés, le ministre serbe à Constantinople Stojan Novaković, entama des pourparlers en 1890 avec le prince Mavrocordato en vue d'une propagande commune serbo-grecque en Macédoine. Les deux pays agiraient de concert contre l'exarchie et partageraient les sphères d'intérêts<sup>10</sup>. Cependant, au cours des pourparlers on rencontra des difficultés lors de la définition des limites des sphères d'intérêts. Mais, en dépit des difficultés, au début de 1891 la presse grecque et celle de Serbie écrivaient sur le rapprochement avec beaucoup de sympathie<sup>11</sup>. L'ancien premier ministre grec Charilaos Trikoupis visita Belgrade en mai 1891 et à cette occasion amorça les pourparlers en vue d'un accord politique. Accueilli solennellement, reçu par la Régence et les membres du gouvernement Trikoupis faisait des discours chaleureux, tandis que ses hôtes lui rendait la pareille<sup>12</sup>. Comme nouveau ministre serbe à Athènes fut envoyé au début du mois d'octobre 1891 le Dr Vladan Djordjević, un mois plus tard arrivait à Belgrade le ministre de Grèce Metaxas. Djordjević avait reçu l'ordre de conclure un accord avec la Grèce, en vue duquel il avait négocié au cours de 1892. Cependant, de nouveau, celui-ci fit faillite à cause de la délimitation des sphères d'intérêts en Macédoine.

Côte à côte avec la politique, l'idée de l'alliance balkanique est rendue publique. M. Piroćanac, ancien premier ministre et ministre aux affaires étrangères (1880 - 1883), écrivait en 1892 que «l'alliance balkanique fermerait la porte aux influences venant d'Autriche et de Russie et offrirait aux peuples des Balkans la possibilité de se consacrer entièrement au

9. AII ASS, Papiers de J. Ristitch, XXV/13, 424. Lettre de Firmilian à Ristitch 25.VII.1880, Monastère Petkovic, «La vie en Grèce», — Firmilijan mettait en relief la sympathie qui régnait en Grèce à l'égard de la Serbie et le Monténégro et assurait que la Grèce se rangerait du côté de la Serbie, si celle-ci entrait en guerre contre la Bulgarie.

10. *Vladan Djordjević, Srbija i Grčka, 1891 - 1893*, [La Serbie et la Grèce], Beograd 1923, p. 9 - 15. Lettre de Stojan Novakovitch au Ministre des affaires étrangères 23.II.1890.

11. On écrit plus en Serbie sur l'alliance des Balkans ces derniers six mois, que pendant les cinq à six dernières années — v. Le petit journal, article «L'Alliance des Balkans», nos 189 - 196 du 14 - 20 juillet 1891; les articles «La fraternité serbo-grecque», Nos 153 - 4 des 5 et 6 juillet 1891, etc.

12. Sur la visite de Trikoupis: *Driault et Lheritier, Histoire diplomatique de la Grèce*, Paris 1926, IV, p. 290; *Mavrocordato, Modern Greece*, p. 70; *Petit Journal*, Nos 143, 149, 153.

développement de leur culture et de leur bien-être»<sup>13</sup>. Dans son livre «La Serbie et l'Alliance balkanique» l'ancien consul de Serbie à Skoplje, Vladimir Karić, s'employait en faveur de l'alliance de la Serbie, la Bulgarie, la Grèce et la Roumanie, proposant que les activités fussent dirigées en premier lieu vers la Grèce avec laquelle les divergences étaient les moindres<sup>14</sup>. L'homme d'Etat et académicien, Stojan Novaković, écrivait de même dans un sens analogue<sup>15</sup>. Enfin, lors des vacances scolaires de 1891 les étudiants serbes rendirent visite à leurs collègues d'Athènes, où ils furent reçus chaleureusement.

### III

Dans une telle atmosphère de rapprochement on tenta de fonder en Serbie en 1890 - 1891 la société «l'Alliance des peuples des Balkans», qui, en commun avec une société analogue à Athènes poserait les fondements d'une activité qui, du terrain culturel passerait à des activités politiques.

La société «La Confédération orientale» fut fondée en 1884 à Athènes, ayant à sa tête le général Botzaris et l'ancien ministre aux affaires étrangères Alexandre Rangabé. Le programme de la Société avait comme base les idées chrétiennes et cosmopolites générales, ayant pour devise: «la force réside dans l'unité» et «aime ton prochain». La partie politique du Programme établissait, d'une manière très étendue et générale, que «dans l'alliance fraternelle des peuples des Balkans réside leur véritable liberté, car les peuples et Etats liés ainsi, obtiendront l'indispensable puissance et la force nécessaire par lesquelles, uniquement, ils pourront se garder de l'invasion et de l'occupation étrangère et pourront occuper une place dans le cercle des grandes puissances, se réservant une situation définie dans l'équilibre européen troublé»<sup>16</sup>.

13. *M. Piroćanac*, *Medjunarodni položaj Srbije*, Beograd 1892, [La situation internationale de la Serbie], page 35 - 6.

14. *Vladimir Karić*, *Srbija i balkanski savez* [La Serbie et l'Alliance balkanique], Beograd 1893, p. 38 - 39.

15. Sous le pseudonyme de «Sar-Planinac», [«Montagnard de Šara»] dans «*Otađzbina*» [La Patrie] cahier 104, page 606. Les oeuvres de Novaković en entier sur les problèmes des Balkans, ont été publiées séparément dans un livre intitulé «*Balkanska Pitanja*» [Les problèmes des Balkans], Beograd 1906.

16. Le programme de la Société est exposé dans la lettre de son Comité central à Athènes No 99 du 23.III.1891 à Dimitrije Katić. Copie à AASS No 7240. La lettre est signée par: le président D. N. Botzaris, les vice-présidents A. R. Rangabé, Leonidas D. Meletopolos, Efor Leonidas Voulgaris; les membres Grigorios Mavromaras, P. S. Karijakos, Joan Pirlas, Leonidas Vlassis, Atal. Valavanis, Kost. Polemis, Polihronis Konstandas et le secrétaire général G. P. Antonopoulos.

Les membres de la Société d'Athènes voulaient, à l'exemple de l'ancienne Hétéria, agir, n'attendant point l'action des milieux responsables et compétents, afin que par leurs activités et la préparation de l'opinion publique, ils pussent exercer une pression sur la politique des Etats balkaniques dans la direction voulue.

Dès constituée, la Société athénienne s'adresse à l'homme d'Etat serbe Ristić, lui envoyant son programme et sa feuille la «Confédération orientale», qui fut divulguée un an en Serbie<sup>17</sup>. Ristić promit, de son côté, de fonder une société analogue à la première occasion favorable. Le général Botzaris, félicitant au nom de la Société, en 1887, Ristić de sa nomination au gouvernement, soulignait sa conviction que le moment était venu «de réaliser le grand but de la Confédération Orientale»<sup>18</sup>. La Société d'Athènes s'était mise en rapport avec le souverain du Monténégro le prince Nikolaï, avec le parti de Bratianou en Roumanie et avec Zacharie Stojanov le président du Narodno Sobranje bulgare<sup>19</sup>. Les idées larges et générales de la Société d'Athènes durent inévitablement entrer immédiatement en conflit avec les rapports politiques concrets qui régnaient sur les Balkans. Voulgaris se plaignait surtout des difficultés en Bulgarie, à cause de la question de la Macédoine<sup>20</sup>.

L'idée de la création d'une société analogue en Serbie ne trouva son expression qu'en 1890, lors du rapprochement général gréco-serbe. Cette idée fut approuvée et propagée par Dimitrije Katić, membre distingué du parti radical, de longues années membre du Parlement et membre du Comité qui avait élaboré la Constitution de la Serbie de 1888. Katić se trouvait en 1890/1 d'abord au poste de vice-président et ensuite de Président de l'Assemblée nationale de Serbie. Déjà le 28 avril 1890 il avait informé le Comité central de la «Confédération orientale» à Athènes de son intention de créer la société «l'Alliance des peuples des Balkans», proposition acceptée à Athènes avec une satisfaction visible<sup>21</sup>. Katić élabora ensuite le

17. Malheureusement ces lettres ne se trouvent pas dans les papiers de Ristić. Nous sommes renseigné sur elles par la lettre de Voulgaris à Katić, Athènes 8.VIII. 1890 — AASS, No 7240 — toute cette correspondance a été conservée grâce aux copies qu'en avait fait, d'après les papiers de Katić, Dragiša Lapčević, l'un des chefs du parti social-démocrate.

18. AII ASS, III/18, 349, Lettre du général Botzaris à J. Ristitch, Athènes le 14 juin 1887.

19. AASS, No 7240, Lettre de Voulgaris à Katić, Athènes le 8 août 1890.

20. Ibid.

21. La lettre est, comme l'écrivait Voulgaris, publiée dans le journal d'Athènes Hora [Le Temps], Ibid.

Statut de la Société qu'il soumit, d'après la loi, à l'approbation du ministre de l'Intérieur. Le Statut fut présenté au ministre des Affaires étrangères mais son avis fut sans aucun doute négatif, car la ratification ne vint pas<sup>22</sup>.

Katić, concluant de là que le gouvernement trouvait inopportun d'entrer dans ces questions, pour ne pas leur donner un tour officiel, leur rendit un caractère privé, soulevant de nouveau la question de la création de la Société au printemps en 1891. Appartenant de longues années à l'opposition, Katić était de ces politiciens serbes qui, descendant de petits bourgeois ou de propriétaires campagnards, se soumettaient difficilement à une discipline de parti et encore plus difficilement obéissaient au gouvernement, fut-il celui de leur parti même. C'est pourquoi Katić, ne prenant l'avis de personne, se mit à envoyer de tous cotés des invitations aux députés — radicaux pour le grand meeting qui se tiendra le 19 mai 1891 à Jagodina, petite ville à l'intérieur de la Serbie, où l'on réalisera la grande œuvre, la création de «l'Alliance des peuples des Balkans»<sup>23</sup>.

L'initiative de Katić avait embarrassé le gouvernement de Belgrade. Les activités d'un membre distingué du parti et du vice-président de l'Assemblée nationale, ne pouvaient avoir qu'un caractère de politique officielle. Cependant le cabinet radical, formé par Nikola Pašić en février 1891, se trouvait dans une situation sérieuse à l'intérieur et envers l'extérieur. L'expulsion de la reine Natalie du pays, au début de mai, avait provoqué une résistance de l'opinion publique, car on considérait la reine comme une alliée contre le roi Milan que l'on haïssait et avec qui elle était en conflit aigü. Le parti radical, prenant les rênes du gouvernement, s'était trouvé en présence d'une suite de problèmes posés par le changement de régime en Serbie. Le groupe de Pašić avait pour tâche de réduire au silence des fractions se trouvant au sein du parti radical même, à commencer par les «radicaux de cour», ayant à leur tête le général Sava Grujić et se terminant par les mécontents du type de Katić et Tajsic.

Dès que le meeting radical que préparait Katić à Jagodina fut connu

---

22. Archives de la R. S. de Serbie à Belgrade (dans les notes suivantes AS), Protocole du Ministère de l'Intérieur 1890, No 13291, 25.VII.1890. Malheureusement le Statut ne se trouve pas parmi les documents du Ministère.

23. AASS, No 7240, Copie de la lettre de Dj. Andjelković à D. Katić du 5 mai 1891. Les députés d'un grand nombre de préfectures de Serbie avaient été invités : de Požarevac (Rista Popović), de Rudnik (Ranko Tajsic), de Kragujevac (Miloš Marković), de Užice (l'archiprêtre Milan Djurić), de Valjevo (Marko Petrović), de la région de Morava (D. Katić), de la région de Danube (Joksim Pavlović). On avait invité le second vice président de l'Assemblée P. Vuković, ainsi que les députés de la ville de Kruševac (Mihailo Popović) de Čuprija (Nikola Ristić) et de Smederevo (P. Maksimović).

publiquement — sur lequel, d'ailleurs, le journal officiel «*Odjek*» n'avait soufflé mot — l'opposition s'écria que la création de la société «*L'Alliance des peuples des Balkans*» n'était qu'un manteau sous le couvert duquel se cachait la scission du parti<sup>24</sup>. La participation de Katić dans cette affaire rendait l'énigme encore plus profonde.

D'un autre côté, le nouveau gouvernement devait mener une politique extérieure très prudente envers l'Autriche-Hongrie et la Russie. Le roi Milan avait, avant son abdication, prolongé la Convention Secrète avec l'Autriche-Hongrie, afin de lier les mains au nouveau régime. Mais, en dépit de cela, le gouvernement du général Sava Grujić entra déjà en conflit avec Vienne en 1890, après quoi la frontière fut fermée pour l'exportation des porcs de Serbie en Autriche-Hongrie, les nouveaux pourparlers en vue d'un traité de commerce remis, bien que d'un intérêt vital pour la Serbie. Le rapprochement avec la Russie, le voyage de Pašić à Petersbourg en février 1890, ne firent qu'aggraver les rapports austro-serbes. Au printemps en 1891, le gouvernement projetait une visite du roi à Petersbourg et Vienne<sup>25</sup>, attendait la venue de Trikoupis à Belgrade et avait l'intention d'amorcer des pourparlers politiques avec la Grèce<sup>26</sup>. Sachant très bien quelle serait la réaction de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie à l'idée de l'alliance balkanique, ne voulant pas céder l'initiative à quelques-uns de ses députés, le gouvernement, juste avant le meeting de Jagodina, envoya à Katić le ministre aux affaires étrangères lui demandant de décommander le meeting fixé<sup>27</sup>.

Expliquant à Katić les raisons de l'opposition du gouvernement, Pašić lui écrivait le 8 mai que le temps n'était pas encore venu de prendre des décisions qui provoqueraient des complications internationales, lui reprochant d'être entré dans l'affaire tout seul, n'ayant demandé l'avis de personne. Le mouvement en faveur de l'alliance des peuples des Balkans était estimé par Pašić du point de vue théorique et pratique : théoriquement

24. «*Mali žurnal*» [Petit Journal] No 136 du 16.V.1891; «La réunion des radicaux»; Ibid. No 138 du 21.V.1891 : «La réunion de Jagodina. — La question de l'alliance des Balkans est importante et n'est pas de la compétence d'un seul parti, écrivait l'opposition.

25. Elle a eu lieu en juillet 1891.

26. Qui ont débuté en octobre 1891 par l'envoi d'un ministre de Serbie à Athènes.

27. AASS No 7240, copie de la lettre de Dj. Andjelković à Katić, Jagodina du 20.V.1891. Le gouvernement avait limité en même temps les activités de la Société «*Saint Sava*» en Macédoine.

parfait, il prévoyait de grandes difficultés du côté pratique. «Si le côté pratique n'existait pas, l'idée d'une confédération balkanique se comprendrait d'elle même», écrivait Pašić à Katić. «Cette idée serait encore plus grande et plus brillante sous la forme d'une confédération des peuples d'Europe, tandis que sous la forme d'une confédération de tous les peuples et tribus du monde entier elle apparaît en sa pleine perfection pour le bien-être, l'harmonie et la paix de l'humanité entière». Mais contrairement à cette idée, continuait Pašić, l'Europe est là, armée jusqu'aux dents, en marge d'une nouvelle guerre. Dans de telles conditions les Hongrois, les Allemands et les Turcs feront face à la Confédération des Balkans, la Serbie sera accusée de machinations révolutionnaires tout en n'ayant pas l'appui et la garantie des autres Etats des Balkans, pour l'aider dans ce conflit. Il est donc nécessaire, assurait Pašić, de délimiter d'abord les Etats balkaniques, d'éclaircir la portée et l'ampleur de la notion de la confédération et de se renseigner sur les conditions internationales dans lesquelles cette action serait effectuée<sup>28</sup>. Cette lettre montre bien le trajet qu'avait parcouru Pašić, du temps de l'émigration de Roustchouk jusqu'à la présidence du gouvernement — d'un mécontent, jusqu'à un homme d'État responsable. Ce trajet était celui qu'avait parcouru le parti radical : de parti campagnard — petit bourgeois, il reçoit les caractéristiques d'un parti bourgeois.

Sous l'effet de la lettre de Pašić et persuadé par le ministre des Affaires étrangères, Katić décommanda le meeting à la veille même de la réunion, lorsque les télégrammes de félicitations avaient commencé à arriver de tous les côtés du pays<sup>29</sup>. La remise de la réunion avait déçu les adhérents, qui dans leurs lettres à Katić critiquaient le gouvernement, affirmant qu'il se laissait mener par les événements, au lieu de les diriger<sup>30</sup>.

La presse les encourageait (Male novine-Journal d'aujourd'hui, Sloboda-la Liberté de Niš, Mali žurnal-Petit Journal) qui, elle aussi, avait salué la création de la Société. Encouragé, Katić fit enregistrer la fondation de la Société «L'alliance des peuples des Balkans» et envoya le Statut de la Société à ses amis, leur recommandant de se mettre de suite à fonder des comités locaux<sup>31</sup>. Katić avait informé le Comité Central de

---

28. AASS, No 7240, Copie de la lettre de N. Pašić à D. Katić, Confidentiel, Beograd, 8.V.1891.

29. AASS No 7240, Copie des télégrammes de la Société de jeunes étudiants «Obilić»; télégrammes de félicitation de Belgrade, Leskovac, Aleksandrovac, Lozovik.

30. Ibid. Lettre de Dj. Andjelković à Katić, Jagodina 20.V.1891.

31. AS, Protocole du Ministère de l'Intérieur 1891, No 9809. Rapport du préfet

la Confédération orientale à Athènes de tous ces agissements<sup>32</sup>.

D'après le Statut qu'avait élaboré Katić, le nom de la Société était «Société de l'Alliance des peuples des Balkans : Serbes, Grecs, Roumains, Bulgares et Albanais» (article 1). Son but était «d'agir par tous les moyens tolérés par la loi, non seulement pour prévenir et écarter les conflits et les hostilités entre les peuples cités, mais aussi de réaliser l'alliance de ces peuples se basant sur leur égalité nationale, religieuse et politique» (article 2). La Société développerait ces idées à l'occasion des meetings, des réunions, des conférences publiques et dans les livres, «répandant l'amour, la fraternité et l'entente entre les peuples cités et écartant tout ce qui saperait l'alliance et semerait la discorde entre eux» (article 3). Les membres de la Société étaient répartis en «membres bienfaiteurs» (hommes d'Etat, savants et écrivains), qui propageraient les idées exposées dans le programme; en membres fondateurs et membres ordinaires, d'après le montant de l'aide matérielle qu'ils auraient offert à la Société (articles 5-10). Le schéma d'organisation comprenait des comités locaux et le Comité central. Jusqu'à la convocation de l'Assemblée générale, fixée à la date du 20 juillet, le comité de Svilajnac exerçait les fonctions de Comité Central (article 17). L'Assemblée générale devait décider de l'entrée en rapports et en collaboration avec les sociétés analogues, existant dans les pays balkaniques. On pensait naturellement à la société d'Athènes<sup>33</sup> (article 18).

Cependant, les Radicaux s'étaient rangés du côté du cabinet, formé en grande partie des chefs de leur parti, dans le différend entre le vice président Katić et le gouvernement. Il faut s'en remettre au gouvernement pour la conduite de la politique extérieure, écrivait à Katić l'un de ses amis; quant à l'alliance balkanique, personne en Serbie n'a rien contre elle, donc il n'est pas nécessaire de faire une propagande particulière<sup>34</sup>. Le meeting de Katić projeté pour le 20 Juillet n'eut pas lieu<sup>35</sup>. Le mouvement

---

de la préfecture de Morava que le 18.VI.1891 à Svilajnac avait été créée la Société «L'Alliance des peuples des Balkans».

32. AASS, No 7240. Copie de la lettre de Katić au Comité Central de la Confédération orientale à Athènes, Svilajnac, juin 1891.

33. AASS, No 7240, Copie du Statut de la Société pour l'Alliance de peuples des Balkans, 19.V.1891. Lapčević a publié les deux premiers articles dans la revue «Misao», 1921, VI, p. 394, «O Balkanskoj Federaciji» (La Fédération Balkanique).

34. AASS, No 7240. Copie de la lettre de l'archiprêtre Danilo Andjelković à Katić, Niš 16.VI.1891.

35. Bien que, jusqu'au dernier moment, Katić n'y renonçait pas, ce qui se voit clairement dans une note du 17.VII.1891 sur une lettre de l'étudiant Vlad. Bogdanović — AASS 7240.



languissait, la raison en était en grande partie la cotisation prescrite par le Statut, que les paysans versaient à contre-cœur. La presse ne faisait aucune mention de l'action de Katić. En juillet le roi Alexandre, le régent Ristić et le premier ministre Pašić partirent pour la Russie et l'Autriche, si bien qu'en Serbie s'ensuivit une période calme.

On entend parler la dernière fois de la «Société de l'alliance des peuples des Balkans» au mois de septembre, lors de la publication du Statut quelque peu changé, complété et amplifié<sup>36</sup>, élaboré par le Comité central à Svilajnac. On y soulignait «la sauvegarde de l'indépendance politique de chaque peuple des Balkans par les forces unies» (article 2) et l'on ajoutait «que l'on veillerait mutuellement aux intérêts économiques et la sauvegarde de l'indépendance économique». Pour plus de sûreté, on lança un appel à la «Ligue internationale pour la paix», pour que «la question de l'alliance des peuples des Balkans fut également et correctement comprise par tous les membres des Parlements en Europe» (article 3). Ceci est le dernier acte de la Société. Les rapports serbo-grecs prirent un tour officiel lors des pourparlers qu'entama en 1891 le ministre de Serbie à Athènes.

La tentative de la création de «La Société de l'alliance des peuples des Balkans» en 1890 - 1 avait rencontré un soutien notable et les sympathies de l'opinion publique serbe de cette époque. C'était l'expression des milieux politiques et intellectuels de la société serbe qui, dans le processus de développement du Nouvel Etat serbe au XIX siècle, tendaient de plus en plus vers l'affirmation de son indépendance politique et économique. L'entente des Etats balkaniques était non seulement la manière de défendre l'indépendance intérieure acquise, mais aussi un moyen de résoudre le problème du partage des territoires balkaniques à l'occasion de la liquidation de la Question d'Orient. Trop faibles pour trouver une solution à ces problèmes chacun en particulier, les Etats balkaniques ne pouvaient le faire que de concert. C'est pourquoi l'idée de leur alliance, comme résultat imminent des conditions politiques, était actuelle tout au long du XIX siècle, se reflétant à la fin de ce siècle et au début du suivant, dans les pourparlers entre la Serbie et la Grèce et les traités conclus entre la Serbie et la Bulgarie en 1897 et en 1904 - 5, jusqu'à la conclusion de l'Alliance balkanique de 1912 et la guerre contre la Turquie.

---

36. AASS 7240, «Programme et Statut de la société serbe pour l'alliance des peuples des Balkans», 14.IX.1891.

## IV

Cependant le processus qui mena les Etats balkaniques à l'alliance ne fut pas simple. Les événements qui eurent lieu sur les Balkans avaient un cours trop impétueux et furent exposés à un grand nombre d'influences complexes. La crainte justifiée d'une occupation étrangère, l'indispensable coalition des forces pour un règlement de comptes avec la Turquie, le slogan «les Balkans aux peuples des Balkans», sont entrés en conflit avec un nationalisme exaspéré, avec la crainte de bouleverser l'équilibre balkanique et l'envie de prendre le plus du butin turc. Dans les racines de l'alliance balkanique reposait la formation nationale des Etats balkaniques, l'effervescence libératrice des peuples des Balkans en général, les intérêts contradictoires des Etats en train de se développer et de se fortifier rapidement, la disproportion entre leurs propres forces et leurs aspirations nationales, ainsi que l'intervention active des grandes puissances européennes, dans la lutte pour leur prestige et de nouvelles conquêtes. C'est la raison pour laquelle la ligne de développement de l'alliance balkanique se déroulait sur la résultante obtenue par l'union des forces intérieures et extérieures, qui agissaient tantôt s'attirant, tantôt se refoulant. Un des résultats de ces forces fut la tentative de la création de la société pour l'Alliance des peuples des Balkans en Serbie en 1890 - 1891.